

# L'école déjà à l'épreuve de la rentrée

LA FERMETURE,  
LA « CONTINUITÉ  
PÉDAGOGIQUE » PUIS  
LE DÉCONFINEMENT  
CHAOTIQUE ONT  
AGGRAVÉ LES FAILLES  
D'UN SYSTÈME.  
P. 2

Image non disponible.  
Restriction de l'éditeur

Martin Bureau/AFP

**ÉDUCATION**

# De l'école confinée à l'école d'après

La fermeture, la « continuité pédagogique » puis le déconfinement chaotique des établissements ont mis en évidence et aggravé les failles d'un système qui doit se repenser en urgence pour continuer d'assumer ses missions.

**U**ne bien étrange année scolaire se termine ce soir pour les quelque 12 millions d'élèves des écoles françaises, leurs familles, et le million de personnels de l'Éducation nationale. Car si l'épidémie de Covid-19 a mis le pays à rude épreuve, le système scolaire s'est retrouvé en première ligne. Une fraction des élèves n'a pas remis les pieds en classe depuis la mi-mars, bon nombre d'enseignants se disent épuisés... Il faut dès à présent tirer les enseignements de cette séquence pour préparer la rentrée de septembre.

## **I** ÉLÈVES ET ENSEIGNANTS FACE AU RISQUE SANITAIRE

Fermer les établissements le 16 mars a permis, pendant près de deux mois, de préserver élèves et enseignants. Mais cela ne pouvait durer : pour le gouvernement,

qui voulait d'abord remettre les enfants à l'école – à commencer par les plus jeunes – pour que leurs parents reprennent le travail ; et pour les élèves eux-mêmes, tant il est rapidement apparu que le travail à distance mettait nombre d'entre eux en difficulté. C'est donc à partir du 11 mai, avec la « reprise progressive » décidée par le gouvernement, que la difficulté de protéger élèves et personnels contre une menace sanitaire aussi importante que celle du Covid-19 est apparue au grand jour. Problèmes de forme, avec des protocoles sanitaires que tous les enseignants ont ressentis comme décidés « *d'en haut* » par des « experts » qui n'avaient jamais mis les pieds dans un établissement scolaire. Un phénomène aggravé par le fait que ces protocoles arrivaient au dernier moment pour être mis en œuvre immédiatement, mettant à rude épreuve les personnels – en particulier les personnels de direction. Problèmes structurels aussi : on s'est aperçu que le bâti scolaire, trop ancien, trop exigu, conçu sans anticiper la

possibilité de telles épreuves (manque de points d'eau...), ne permettait pas d'assurer la sécurité sanitaire de tous. Enfin, le manque de médecins (en primaire) et d'infirmières (dans le secondaire) scolaires est apparu criant quand il a fallu apprendre aux élèves les gestes barrières, montrant une éducation à la santé en totale déshérence.

## 2 LES LIMITES DE L'ENSEIGNEMENT À DISTANCE

« *Nous sommes prêts* » : le leitmotiv de Jean-Michel Blanquer aux premiers jours du confinement a très vite été démenti par les faits. « *Nous sommes prêts... à nous débrouiller* », lui a répondu, dans les faits, la communauté scolaire. L'engagement personnel et la débrouillardise des profs ont permis, sinon de faire exister une prétendue « *continuité pédagogique* », du moins, de maintenir le lien scolaire. Sous-calibrés, les espaces numériques de travail n'ont jamais pu répondre aux besoins. Les enseignants ont dû se tourner vers des solutions externes : ce fut le boom des classes virtuelles et des plateformes numériques privées, le dispositif officiel « *Ma classe à la maison* », utilisant les ressources du Centre national d'éducation à distance, montrant lui aussi ses limites. Le tout au péril de la sécurité des données. L'épisode a donc mis en évidence le retard considérable de l'éducation nationale dans le domaine du numérique : matériels insuffisants et obsolètes, manque de contenus propres efficaces et exploitables, insuffisance criante de formation des enseignants et des élèves... Dans un tel contexte, la volonté du ministre de donner une place plus importante au numérique doit être prise avec la plus grande prudence : s'agira-t-il vraiment de faire du numérique un vecteur et un domaine des apprentissages au même titre que les autres matières, avec les moyens humains et matériels que cela impliquerait ? Ou bien incitera-t-on les enseignants et les familles qui le pourront à se tourner vers des solutions externes, créant ainsi un marché du numérique

scolaire ouvert à tous les appétits ?

## 3 LA PANDÉMIE RÉVÉLATRICE DES INÉGALITÉS

Les « décrocheurs » ne sont pas revenus. Difficile de connaître la proportion réelle de ces élèves qui se sont éloignés de l'école pendant le confinement : 4 %, 10 %, les chiffres – non sourcés – du ministère lui-même ont beaucoup varié. Dans certaines zones (éducation prioritaire) ou dans certaines filières (lycées professionnels), les profs évoquaient des chiffres bien supérieurs : jusqu'à un tiers des élèves « perdus » en lycée pro, par exemple. Le constat est là : les élèves déjà en difficulté à l'école ont subi de plein fouet cette période d'éloignement physique, les efforts des enseignants pour maintenir un lien ne suffisant pas à empêcher les retards de s'accumuler. Inégalités scolaires, inégalités sociales : les élèves issus des familles les plus précaires, ceux qui n'avaient pas l'équipement informatique adéquat, ceux que leurs conditions d'habitat mettent de toute façon en difficulté pour travailler à la maison, ceux dont les parents ne pouvaient les accompagner pour travailler... ceux-là, qui cumulent souvent plusieurs de ces handicaps, paient le prix fort. Et alors que ce sont eux qui auraient eu le plus vif besoin de retourner à l'école à partir du 11 mai, cela a rarement été le cas. Pourtant déclarés « public prioritaire » pour la reprise, aucun dispositif sérieux n'a été mis en œuvre pour aller les chercher, tout reposant – une fois de plus – sur le volontarisme et la débrouillardise d'équipes pédagogiques dépourvues de moyens pour y parvenir, et souvent terriblement désemparées. On peut constater que l'épidémie n'a fait qu'accroître et mettre en lumière des inégalités qui existent déjà : cela ne rendra le phénomène plus supportable qu'à ceux qui acceptent que l'école effectue un tri social. Ni le dispositif mort-né de « vacances apprenantes » promu par Jean-Michel Blanquer, ni le volontarisme ne suffiront pour espérer rattraper ces élèves : il faudra des mesures concrètes au niveau des pro-



grammes, au niveau des effectifs en classe, au niveau du travail en petit groupe.

#### **4** QUEL SYSTÈME SCOLAIRE DEMAIN ?

L'épreuve du Covid-19 n'a fait que mettre en évidence les failles et les béances du système scolaire. Face à ce constat, les réponses avancées par le ministère ont de quoi inquiéter. Ainsi les états généraux du numérique scolaire, qui débiteront cet automne, seront-ils un grand raout médiatique destiné à promouvoir les start-up de « l'Edtech » (qui ont déjà leur incubateur officiel rue de Grenelle) ou bien l'occasion d'une vraie remise à plat pour créer un pôle public numérique de l'éducation ? Ce qui vient de se passer donne, hélas, une idée de la réponse. De même, sans un plan national de rénovation-construction doté de financements adéquats, les collectivités locales, déjà exsangues, ne pourront à elles seules faire sortir de terre un bâti scolaire répondant aux nouvelles exigences sanitaires et pédagogiques. La réforme de la santé scolaire qui se profile ressemble plus à un coup de grâce qu'à une relance. Les taux d'encadrement des élèves restent parmi les plus mauvais de l'OCDE, tous comme les rémunérations des profs et l'attractivité du métier. Faute de s'attaquer à ces réalités, l'école de demain pourrait bien être pire que celle d'aujourd'hui.

**OLIVIER CHARTRAIN**

Image non disponible.  
Restriction de l'éditeur

Les personnels enseignants attendent des mesures urgentes et concrètes pour pallier des lacunes que la pandémie a rendues flagrantes. Loïc Venance/AFP